Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Washington divisé sur la débâcle syrienne

Par Patrick Martin
Mondialisation.ca, 07 octobre 2015
wsws.org

Région : Moyen-Orient et Afrique du Nord
Thème: Guerre USA OTAN
Analyses: SYRIE

La virulence des récriminations entre l'administration Obama et ses opposants républicains du Congrès, celles au sein des deux partis démocrate et républicain, et dans l'appareil militaire et du renseignement lui-même, est la marque d'une débâcle, en train de s'intensifier, pour l'impérialisme américain

La dernière volée de critiques a été déclenchée à Washington par une déclaration jeudi de l'ancienne secrétaire d'État Hillary Clinton, favorite pour l'investiture démocrate à l'élection présidentielle de 2016, qu'elle favorisait l'imposition d'une « zone d'exclusion aérienne » pour protéger les forces islamistes luttant contre le gouvernement Assad et soutenues par les États-Unis.

Clinton a fait sa déclaration le lendemain des premières frappes aériennes russes depuis la base nouvellement créée près de la ville portuaire de Lattaquié, un bastion d'Assad. Le président russe Vladimir Poutine avait déclaré que ces frappes visaient à détruire l'État islamique (EI) et d'autres groupes fondamentalistes islamiques qu'il avait traités de « terroristes, » selon l'usage instauré par le gouvernement américain sous George W. Bush et repris ensuite par Obama.

Parmi ceux ciblés par les bombes russes il y a à la fois l'EI et les différents groupes islamistes qui ont reçu des armes et d'autres aides américaines, soit directement de la CIA, soit d'alliés des États-Unis comme l'Arabie saoudite et le Qatar. Parmi ces derniers, il y a le Front al-Nusra, un groupe puissant affilié à al-Qaïda et qui fait partie du front militaire « rebelle » luttant contre Assad et soutenu par les États-Unis.

Clinton avait soutenu une intervention américaine plus agressive dans la phase initiale de la guerre civile syrienne, en 2011-2012, mais cela avait été rejeté par Obama. Jeudi, elle a déclaré à Boston que si elle était restée à la tête du Département d'État, « Personnellement, j'aurais maintenant préconisé une zone d'exclusion aérienne et des corridors humanitaires pour tenter d'arrêter le carnage au sol et depuis l'air. »

L'intervention militaire russe donne cependant une autre dimension à une telle politique. Une « zone d'exclusion aérienne » devrait être imposée non seulement contre ce qui reste de l'armée de l'air d'Assad, mais aussi contre la Russie, une puissance militaire de pointe qui a stationné des armes antiaériennes sophistiquées autour de sa nouvelle base syrienne. Une telle opération comporterait le risque d'un affrontement militaire immédiat entre les deux puissances nucléaires que sont la Russie et les États-Unis.

Obama a publiquement rejeté le conseil de Clinton lors de sa conférence de presse vendredi, après avoir d'abord dénoncé ce qu'il a appelé « les idées boiteuses » et « le tas de

charabia » des critiques au Congrès de la politique américaine en Syrie. Interrogé pour savoir s'il incluait Clinton dans les idées « boiteuses, » il a dit que non, mais a déclaré qu'il ne soutenait pas une « zone d'exclusion aérienne » ou toute autre action militaire qui ferait escalader le conflit.

« On ne va pas faire de la Syrie une guerre par procuration entre les États-Unis et la Russie. Ce serait une mauvaise stratégie de notre part », a dit Obama. Dans le même temps, il a réitéré l'objectif de l'administration de chasser le régime d'Assad du pouvoir, laissant tomber le prétexte que l'EI est la cible principale de l'intervention américaine.

Clinton n'a fait que s'associer au tambour croissant venant de nombreux démocrates et de la plupart des républicains au Congrès en faveur d'une escalade en Syrie.

Une récente audition devant la Commission des services armés du Sénat, avait vu l'ancien directeur de la CIA et l'ancien commandant en Irak et en Afghanistan, David Petraeus, recommander un ultimatum à Assad pour qu'il arrête d'utiliser des « bombes barils », armes rudimentaires beaucoup plus faibles que les bombes énormes lancées chaque jour par l'aviation américaine en Syrie, et la mise en œuvre d'une zone d'exclusion aérienne si Assad refusait.

Plusieurs membres démocrates de la commission ont déclaré leur soutien à une zone d'exclusion aérienne, y compris le sénateur de Virginie, Tim Kaine, ancien chef du Comité national démocrate, et le sénateur indépendant du Maine Angus King, qui travaille avec les démocrates. Le sénateur de l'Illinois Richard Durbin, dirigeant de la minorité, a également soutenu une zone d'exclusion aérienne.

Encouragés par ce tournant des démocrates, des républicains dirigeants du Sénat ont intensifié leurs attaques de la Maison-Blanche. Le président de la Commission sénatoriale des relations étrangères, Bob Corker, a annoncé qu'il convoquerait le secrétaire d'État, John Kerry, pour témoigner la semaine prochaine sur la réponse américaine à l'intervention russe en Syrie.

Il a dit à MSNBC, « En l'absence de leadership de l'Administration Obama, Poutine continue de faire ce qu'il souhaite sans crainte de réaction de la part des États-Unis, et maintenant la Russie lance des frappes aériennes qui exacerbent la crise humanitaire. »

Le plus important partisan de la guerre au Sénat, le président du Comité des services armés John McCain, a déclaré dimanche que les États-Unis étaient déjà engagés dans une guerre par procuration avec la Russie en Syrie, en dépit du désaveu d'une telle politique de la part d'Obama.

Le président russe, Vladimir Poutine, « a traité les États-Unis avec dédain et mépris, » a fulminé, l'ex-candidat présidentiel républicain dans une apparition à l'émission de CNN « l'État de l'Union. » Poutine lançait des frappes aériennes et « il pénétrait au Moyen-Orient comme la Russie ne l'avait pas fait depuis qu'Anwar Sadat l'a expulsée en 1973, » a déclaré McCain.

McCain a été contredit, cependant, par celui qui mène dans les sondages pour l'investiture présidentielle républicaine 2016, le milliardaire Donald Trump. Celui-ci est apparu dans plusieurs émissions du dimanche matin et a appelé à une politique de non-intervention en Syrie. Il était dans l'intérêt des États-Unis, a-t-il dit, de laisser les combattants en Syrie

s'entretuer. « Laissez l'EI et la Syrie combattre », a-t-il dit, « et laissez la Russie prendre soin de l'EI. »

L'administration Obama poursuit les intérêts de l'impérialisme américain dans la région de façon tout aussi féroce que ses critiques, mais avec d'autres tactiques. Elle a misé sur les assassinats par drone, les frappes aériennes, la formation militaire et l'acheminement de matériel militaire par ses mandataires Arabie saoudite et Qatar. Son prédécesseur avait misé sur l'intervention directe de centaines de milliers de troupes terrestres américaines. Aucune des deux tactiques n'a réussi à soumettre le Moyen-Orient à l'impérialisme américain, mais a infligé une destruction terrible, causé la mort de centaines de milliers de personnes et créé des dizaines de millions de réfugiés.

Les lignes de fracture créées par la débâcle en Syrie (comme en Irak et ailleurs) traversent non seulement les deux partis politiques de l'aristocratie financière, mais aussi l'appareil militaire et de renseignement lui-même. Si Petraeus parle pour une faction de cet appareil, la direction actuelle du Pentagone elle, est catégoriquement opposée à un engagement supplémentaire majeur de forces américaines au Moyen-Orient. Elle pense qu'il est nécessaire de se préparer à un affrontement imminent avec la Russie et en particulier avec la Chine.

Selon un article du *Washington Post* samedi, il y a un conflit aigu entre d'une part la CIA, qui est fortement engagée en Syrie et aurait consacré 10 pour cent de son budget total à la formation de forces islamistes au combat anti-Assad, et de l'autre le Pentagone dont l'effort pour la formation des « rebelles » syriens a été pour la forme.

L'article dit: « Un ancien haut responsable américain du renseignement a dit que l'échec des États-Unis à répondre aux frappes ou à renforcer le soutien aux unités formées par la CIA était susceptible de provoquer la colère des équipes paramilitaires de la CIA dans la région, irritées depuis plusieurs années par les limites imposées par la *Maison-Blanche au degré de soutien apporté aux groupes rebelles modérés.* »

Patrick Martin

Article paru d'abord en anglais le 5 octobre 2015

La source originale de cet article est wsws.org
Copyright © Patrick Martin, wsws.org, 2015

Articles Par : Patrick Martin

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez:

media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca